

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE : 10 MILLIARDS \$ DE SOLUTIONS



WWW.NONAUXHAUSSES.ORG
FACEBOOK / NONAUXHAUSSES
INFO@NONAUXHAUSSES.ORG

Les politiques néolibérales amplifient grandement les inégalités sociales. Nous ne pouvons plus accepter que le 1% des plus riches continue de s'enrichir grâce à nos ressources collectives pendant que les revenus du reste de la population diminuent.

La fiscalité devrait favoriser une juste contribution des plus riches, des banques et des grandes entreprises. **La Coalition Main Rouge propose plus de 20 mesures fiscales progressistes qui totalisent 10 milliards \$/an supplémentaires pour les finances publiques** : lutter plus efficacement contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale, réinstaurer la taxe sur le capital pour les banques ; augmenter le nombre de paliers d'imposition ; imposer davantage les dividendes et les gains en capital, au même titre que les revenus de travail ; et augmenter les impôts des grandes entreprises plutôt que de les diminuer; etc.

Avec cet argent, nous aurions largement les moyens de réinvestir massivement dans l'ensemble des services publics, de financer adéquatement les programmes sociaux et de mieux soutenir les organismes d'action communautaire autonome. Un filet social fort : c'est la meilleure manière de s'assurer que notre société soit la plus juste possible et que les droits humains et la dignité des personnes soient respectés ! C'est une question de CHOIX politiques.

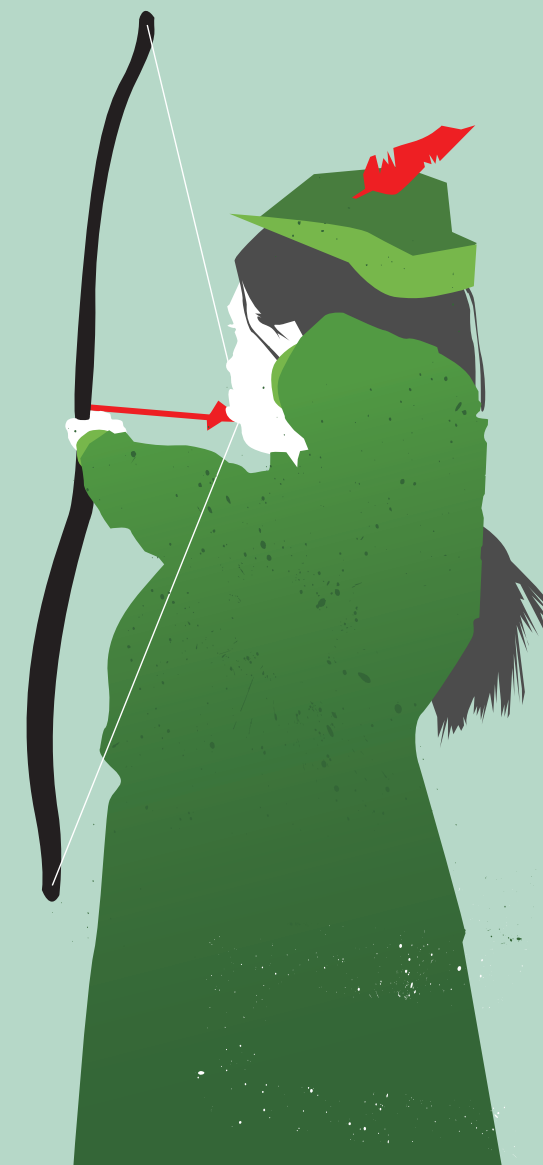
À la toute veille des élections générales au Québec, et au lendemain d'un budget qui ne règle rien et qui promet l'austérité permanente, les mouvements sociaux doivent agir en faveur de la justice sociale. Exigeons des partis en lice qu'ils s'engagent à récupérer notre trésor collectif auprès des plus nantis en instaurant une fiscalité plus progressive et à réparer les dégâts causés aux services publics et aux programmes sociaux en y réinvestissant adéquatement !

VISER LA JUSTICE SOCIALE

EN CAMPAGNE POUR CONTRER LE DÉMANTÈLEMENT DE NOTRE FILET SOCIAL, AFFAIBLI PAR DES ANNÉES DE POLITIQUES NÉOLIBÉRALES.

Des luttes acharnées nous ont permis de bâtir collectivement un filet social, et ainsi viser une société égalitaire et juste. Les programmes sociaux, les services publics et le milieu communautaire permettent de construire une société où personne n'est laissé pour compte et où toutes et tous peuvent vivre dignement.

Le modèle néolibéral qui nous est actuellement imposé voudrait remplacer les principes de répartition des richesses, de justice sociale et de solidarité par la seule responsabilisation individuelle, la rentabilité à tout prix et la recherche de profits. Les politiques néolibérales accentuent les inégalités sociales en octroyant des baisses d'impôt aux mieux nantis et aux entreprises tout en maintenant un régime fiscal qui valorise l'évitement fiscal et ferme les yeux sur l'évasion fiscale.



**CES POLITIQUES NOUS PRIVENT
COLLECTIVEMENT DE MILLIARDS DE \$.**

Sous couvert de l'épouvantail de « crise » des finances publiques, nous avons eu droit à plusieurs rondes de coupes, de compressions et de hausses de tarifs. Les dommages sont considérables et ce ne sont pas les mesures à saveur pré-électorale annoncées dans le budget du 27 mars 2018 qui répareront les dégâts. Nous ne sommes pas dupes ! Les principes de gratuité et d'universalité de nos services publics sont toujours en danger et tout indique que les attaques pour les affaiblir se poursuivront dès l'an prochain.

**NOUS REFUSONS CES CHOIX !
NOUS DEVONS FAIRE AUTREMENT.
NOUS EN AVONS LES MOYENS !**

DES SURPLUS RECORD, UN FILET SOCIAL FRAGILISÉ

Après des années d'austérité, le gouvernement québécois a cumulé d'importants surplus depuis deux ans. Ces surplus ont été réalisés au détriment de la majorité de la population et au prix de l'affaiblissement de notre filet social.

Malgré les réinvestissements annoncés, le financement prévu pour les services publics demeure largement insuffisant. Pire encore, le budget annonce déjà le retour à l'austérité pour les années à venir.

En éducation, les investissements actuels sont loin de suffire à combler les déficits accumulés par des années de compressions budgétaires. Les restrictions budgétaires des récentes années ont eu des conséquences négatives sur l'offre de cours, sur le soutien offert aux étudiantes et aux étudiants, sur les conditions d'enseignement, de travail et d'apprentissage. À chaque exercice budgétaire, tous les ordres d'enseignement composent avec ce sous-financement et les véritables perdants sont les étudiantes et les étudiants qui cheminent, de l'école primaire jusqu'à l'université, dans des milieux de vie de plus en plus affaiblis et désavantagés.

En santé et services sociaux, pendant que la rémunération des médecins a explosé, le financement des établissements publics a subi des coupes très sévères, ce qui a grandement affecté les services à la population. Les réinvestissements annoncés dans le dernier budget ne combleront pas le manque à gagner, qui atteint plusieurs milliards de dollars depuis l'élection de l'actuel gouvernement. La prévention, les services sociaux et les soins et services aux aînés sont particulièrement affectés et dans tout le réseau, l'épuisement du personnel et la surcharge de travail atteignent des niveaux

critiques. La dernière réforme a désorganisé un réseau déjà étouffé, qui est aujourd'hui en crise, ce qui fait le jeu de ceux qui souhaitent qu'on le privatise. Cette privatisation affecte de plus en plus de personnes et de familles et on assiste à l'émergence d'un système de santé et services sociaux à deux vitesses : un pour les riches et un pour les personnes défavorisées.

En ce qui concerne **la petite enfance**, le désengagement envers les services de garde éducatifs subventionnés (compressions, stagnation de la création de nouvelles places) et le fait de favoriser les services de garde privés diminuent la qualité de l'ensemble des services. Le personnel est épuisé, victime de la surcharge de travail. De plus, la modulation des tarifs appauvrit les familles, qui ont dû faire face à un véritable choc tarifaire.

En culture et en environnement, les investissements sont insuffisants. Par conséquent, plusieurs programmes peinent à survivre. **Dans les différents autres ministères,** les effets des coupes et du sous-financement continuent de se faire durement sentir dans les services aux citoyennes et aux citoyens.



LES PROGRAMMES SOCIAUX SONT EUX AUSSI NÉGLIGÉS.

Par exemple, les prestations d'**aide sociale** permettent à peine de couvrir la moitié des besoins de base, comme se loger, se nourrir, se vêtir et se déplacer. Les dernières réformes de l'aide sociale, dont l'instauration du Programme Objectif Emploi (anciennement projet de loi 70), tendent à rendre cette aide de dernier recours toujours plus conditionnelle et insuffisante. Les personnes qui y ont recours sont souvent victimes de préjugés, alors qu'on les traite injustement de profiteuses et de paresseuses. Trop peu de **logements sociaux** sont construits à chaque année, alors que quelque 40 000 ménages locataires sont en attente d'un HLM, souvent depuis plusieurs années. Québec ne budgète que 3000 nouveaux logements sociaux par année et en raison de l'insuffisance programme de financement, et ce sont moins du tiers qui se réalisent. Pour leur part, les prestations de retraite ne permettent pas de sortir de la pauvreté, surtout pour les femmes qui comptent plus de périodes passées en dehors du marché du travail.

La détérioration des services publics et des programmes sociaux fait particulièrement mal aux personnes les plus vulnérables de notre société. En effet, **la privatisation et la tarification des services publics** continuent de gagner du terrain et de gruger le budget des ménages. Puis, c'est souvent **dans les organismes d'action communautaire autonome** que les personnes marginalisées peuvent trouver aide et réconfort, mais également des lieux d'appartenance et d'expression citoyenne. Leur mission est d'aider les personnes à améliorer leurs conditions de vie et à combattre les discriminations qui s'exercent contre elles. Sur le plan démocratique, ces organismes permettent de faire entendre la voix d'une partie de la population que l'on a tendance à exclure du débat public. Bref l'action communautaire autonome est un moteur de justice sociale indispensable ! Mais les groupes sont en manque criant de financement et n'ont plus les moyens de réaliser leur mission adéquatement.

DES DROITS À RESPECTER

Le Québec s'est engagé, en adhérant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), à respecter les droits économiques, sociaux et culturels, dont le droit à un revenu suffisant, le droit à l'éducation, le droit à la santé, reconnaissant ainsi « que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine ». Il a même le devoir de leur consacrer « le maximum de ses ressources disponibles ».

Les politiques néolibérales et leurs conséquences constituent un dangereux cercle vicieux :

- 1 |** En prétextant un manque d'argent qu'il a lui-même créé, le gouvernement restreint l'accès aux services publics en augmentant les tarifs exigés à la population.
- 2 |** Pour « économiser » davantage, le gouvernement coupe dans le financement des services publics.
- 3 |** Le sous-financement a pour conséquence de rendre les services publics moins efficaces.
- 4 |** Le gouvernement peut ainsi se justifier de privatiser des services qu'il a lui-même rendus moins performants.
- 5 |** L'État se déresponsabilise de ses obligations sociales. Il tente d'utiliser les organismes communautaires comme un palliatif aux services sociaux affaiblis par les mesures d'austérité alors qu'organismes communautaires et services sociaux sont complémentaires ou alternatifs.
- 6 |** Par ces politiques, des individus, des groupes et des collectivités voient leur pouvoir économique et politique être affaiblis, ce qui limite leur capacité à s'opposer à ces politiques et ce qui favorise au final une insidieuse transformation du rôle de l'État.